

Olivier BECHT



Refonder ou Périr

PARTIE 2

Regarde la France tomber

Le déclin. Ce mot revient si souvent dans la bouche des Françaises et des Français que j'ai rencontrés dans les 101 départements parcourus. Beaucoup en parlent comme d'un sentiment, mêlant une certaine nostalgie de la grandeur passée à une peur indicible du lendemain. Mais le déclin n'est pas qu'un sentiment : c'est une réalité mesurable, chiffrable, vécue. Pour éviter toute polémique liée à tel ou tel mandat présidentiel, observons-le sur les 25 dernières années, du début des années 2000 à nos jours. Un quart de siècle. Regardons les chiffres, mais écoutons aussi ceux que j'ai rencontrés sur le terrain.

Déclin démographique

La population a certes augmenté entre 2000 et 2025, de 61,4 à 68,7 millions d'habitants. Mais la fécondité, elle, s'est effondrée : supérieure à 2 dans la décennie 2000, proche du seuil de renouvellement des générations, elle est désormais inférieure à 1,6 et pour la première fois, en 2025, les décès ont dépassé les naissances. La France vieillit, et devra affronter les retraites et la dépendance de la génération du baby-boom avec une population active qui diminue.

Mais le déclin démographique, ce n'est pas que des chiffres. Ce sont des vies qui risquent de s'achever dans l'indifférence, derrière des portes closes. Lors de ma visite à la Maison de l'Autonomie de la Loire, les acteurs de terrain partageaient ce constat glaçant : faute de moyens

pour aller vers les personnes isolées, nous connaissons la pire crise sanitaire et humaine de notre histoire récente, des centaines de milliers de gens mourant seuls chez eux, leur disparition n'étant signalée que des semaines plus tard. La façon dont nous prenons soin de nos aînés n'est pas qu'un enjeu de santé publique : c'est une question de société. Et moins de bras pour travailler, c'est aussi, sauf gros effort de productivité, moins de richesses créées.

Déclin économique

La France terminait la décennie 1990 avec une croissance soutenue, 4,1 % en 2000 ; elle n'est plus que de 0,9 % en 2025. En vingt-cinq ans, nous sommes passés du 5^e au 7^e rang mondial par la taille du PIB, doublés par l'Inde et par le Royaume-Uni malgré le Brexit. Le revenu des Français a progressé plus lentement que celui des Américains, des Allemands ou des Britanniques.

Ce recul s'explique d'abord par une désindustrialisation massive : l'industrie pesait 20 % du PIB en 2000, elle n'en représente plus que 10 à 11 %. Quand j'ai été élu pour la première fois près de Mulhouse, l'usine Peugeot installée sur le ban de ma commune comptait 14 000 salariés ; il en reste 4 500. L'usine Bosch de Rodez, que j'ai visitée, est passée de 2 400 à 350 salariés. D'autres ont disparu, Whirlpool, Brandt, Kem One, ou vont bientôt fermer, comme Michelin à Cholet. Cette saignée n'est pas due qu'à la mondialisation, car l'Allemagne et l'Italie ont gardé un socle industriel encore supérieur à 20 % de leur

PIB. Et derrière ces chiffres, ce sont des centaines d'usines fermées, des millions d'emplois supprimés ou jamais créés, des rideaux baissés dans les centres-villes, comme me le disaient les commerçants de Troyes ou les buralistes de Brive, et un décrochage sur les technologies d'avenir, faute de recherche.

La mondialisation n'explique pourtant pas tout : notre passion pour les normes porte une lourde responsabilité. « Tout devient tellement compliqué » est sans doute la phrase que j'ai le plus entendue, et pas seulement chez les entrepreneurs. Un fromager de l'Orne s'étranglait devant les 250 000 euros de travaux qu'on lui réclamait pour réaménager un ruisseau traversant son terrain depuis le XV^e siècle, afin que les poissons en remontent le courant. Lithium de France attendait, sur son chantier du Bas-Rhin, plus de 3 ans pour une autorisation d'exploration, puis 3 ans encore pour celle d'exploitation, quand l'Allemagne, juste en face, va deux fois plus vite. Et le symbole absurde de cette bureaucratie restera, pour moi, ce directeur des finances publiques obligé d'acheter un escabeau à 600 euros par la procédure d'achat public qu'on lui imposait, quand le même escabeau se trouvait à 50 euros dans le commerce du coin. Nous nous lamentons sur nos comptes, mais nous fabriquons nous-mêmes les procédures qui les plombent. Il est difficile de gagner une course quand on part avec des boulets aux pieds.

Et c'est peut-être ce chef d'entreprise de Saint-Étienne qui l'a le mieux dit, avec cette phrase qui me hante : il y

a 30 ans, j'avais 15 personnes à la recherche et un demi-poste à la réglementation ; aujourd'hui, c'est pratiquement l'inverse. Il ne se plaignait pas. Il constatait.

Déclin commercial

Or ce que nous ne produisons plus, nous ne pouvons plus le vendre : nous l'importons. C'est la double peine. Sur les biens, nous sommes passés d'un excédent de 13 milliards d'euros en 1999 à un déficit de près de 70 milliards en 2025 : chaque année, la Nation offre ainsi près de 70 milliards à des pays qui s'enrichissent sur le dos des Français. Nous l'avons subi avec les masques pendant le Covid, nous le subissons avec les antibiotiques, nous le subirons demain avec les minéraux critiques, dont nous dépendons désormais des Chinois après avoir raffiné, au début des années 1990, la moitié des terres rares mondiales en France. Une économie qui n'assure plus son autonomie n'est pas seulement affaiblie : elle est vulnérable, au sens propre, le jour où un port se ferme ou un détroit se bloque.

Déclin agricole

Le déclin industriel s'est doublé d'un déclin agricole. La France comptait 660 000 exploitations en 2000 ; il n'en reste que 300 000. Les cheptels bovin et ovin ont fondu de 30 %, et les éleveurs, du plateau de Millevaches en Corrèze à Bedous dans les Pyrénées, m'ont tous parlé de procédures ubuesques et de la prédation des loups et des ours. Premier producteur mondial de vin en 2000, la France est dépassée

par l'Italie, et la vigne a perdu 40% de sa production : partout, j'ai vu des viticulteurs contraints d'arracher une partie de leurs ceps. Côté fruits et légumes, nous sommes passés d'un excédent d'un milliard d'euros à un déficit de 2,5 milliards, et nous importons désormais près d'un poulet sur deux, au grand dam des éleveurs de la Bresse et d'ailleurs en France.

Sur le plan humain, les agriculteurs se meurent : une exploitation sur cinq ne dégage aucun bénéfice, et beaucoup ne se versent plus de salaire. Je garderai toujours en mémoire cet éleveur de chèvres rencontré dans son étable vide de Charente, dont le père s'était suicidé, et qui lui-même en était à sa deuxième tentative après le naufrage de son élevage et de son atelier de fromage. Et la détresse de cet éleveur du Gers, à qui l'abattage de son troupeau, pour un cas de dermatose contagieuse, allait coûter vingt années de sélection génétique. Quand ceux qui nous nourrissent meurent, c'est le pays tout entier qui se meurt.

La pêche n'est pas mieux lotie : plus de 2 000 bateaux perdus en vingt-cinq ans, un volume débarqué tombé de 900 000 à 300 000 tonnes alors que la consommation augmente. Et surtout ce paradoxe vertigineux : nous avons le deuxième domaine maritime du monde et nous importons chaque année pour 6 milliards d'euros de poisson. À Sète, des pêcheurs pleuraient une flotte réduite à 40 chalutiers en Méditerranée, quand l'Italie et l'Espagne en alignent chacune plus de 300, sous la même réglementation, pour le même poisson, mais qui n'est plus pêché chez nous. Là

encore, à force de vouloir être trop vertueuse, notre Nation se met en danger : si le commerce international se grippait, nous risquerions de manquer de nourriture.

Déclin de nos transports

Dans les transports, le fret ferroviaire a perdu plus de 40 % de son tonnage entre 2000 et 2024, autant de camions et de pollution en plus. Derrière le succès du TGV se cache un recul de la qualité : la fermeture de lignes secondaires a enclavé des territoires entiers, jusqu'à un département comme l'Ardèche qui ne compte plus aucune ligne de trains voyageurs. Zéro. Et là où les trains roulent, la régularité s'est dégradée au point que le retard cumulé de tous les trains de France a frôlé, en 2025, les vingt ans par an, quand il se compte en minutes au Japon.

Déclin sécuritaire

Dans la sécurité et la justice, le tableau est contrasté mais le déclin réel : vols et cambriolages ont baissé, mais les violences ont augmenté de plus de 40 %, avec un taux d'élucidation en recul de 10 % et une récidive proche de 60 % cinq ans après la sortie de prison. Le plus grave, pourtant, n'est pas dans les statistiques. Il est dans ces prisons que j'ai visitées, où les détenus se font livrer par drones téléphones, drogues et parfois armes, comme s'ils commandaient chez Deliveroo. Il est dans cette hyperviolence d'une jeunesse qui règle ses différends au couteau jusque dans les écoles : trop d'enseignants m'ont dit se faire frapper, quand eux-

mêmes risquent la correctionnelle pour une simple tape sur les doigts. Quand un enfant de 7 ans arrive en classe avec des couteaux pour tuer la maîtresse, ou que des bandes attaquent les commissariats au mortier, c'est qu'on a touché le fond.

Cette violence gagne les rues, et particulièrement certains outre-mers. À Mayotte, j'ai vu des bandes dresser des barrages la nuit et rançonner les automobilistes ; les policiers que j'y ai rencontrés vident la mer à la cuillère, reconduisant chaque semaine plus de 400 clandestins quand des centaines d'autres arrivent des Comores sur des kwassa kwassa. À Saint-Laurent-du-Maroni, en Guyane, j'ai patrouillé dans une ville qui compte en moyenne quatre attaques à main armée par jour et un meurtre par semaine, et encore ne s'agit-il que de la criminalité déclarée, la moitié de la population vivant dans des bidonvilles qui, officiellement, n'existent pas. Pendant ce temps, policiers et gendarmes croulent sous les procédures, au point de passer près de 70 % de leur temps derrière un écran : il n'y a plus de bleu sur la voie publique, et quand la peur du gendarme disparaît, les drames se multiplient. Comment, d'ailleurs, expliquer au citoyen qu'il paiera son amende pour quelques kilomètres-heure de trop sur la route, quand il voit des rodéos, des installations illégales de gens du voyage, des black blocs et des vandales tout casser presque sans risque ? Renoncer à l'autorité, c'est renoncer à la République.

Le plus grave reste la généralisation du narcotrafic, qui ne gangrène plus seulement les banlieues mais empoisonne les

campagnes et les outre-mers. De véritables mafias y règlent leurs comptes les armes à la main, sous les yeux d'habitants qui craignent les balles perdues. Je sais ce que c'est : il y a vingt-cinq ans, je me suis fait tirer dessus dans le quartier des Coteaux à Mulhouse, avec des jeunes que j'encadrais ; j'ai vécu des coups de feu en patrouille avec la brigade anticriminalité de Metz quand des dealers réglaient leurs comptes à la kalachnikov ; et comme maire, j'ai vu la voiture de police municipale caillassée de nuit, la pierre passée à quelques centimètres de ma tête avant de finir dans l'œil d'une policière, la blessant à vie. Je sais donc probablement mieux que beaucoup d'autres élus de la République ce que vivent les forces de l'ordre mais aussi les habitants des quartiers en proie à la violence. Ce qu'est la peur. La peur de se faire tuer. S'agissant des habitants les plus pauvres de France, ils ne peuvent quitter leur HLM pour aller vers des quartiers plus calmes et n'ont donc aucune échappatoire. Je ne l'oublierai jamais.

Quant aux jeunes embrigadés dans ces gangs parfois dès l'âge de 10 ans, les morts se comptent désormais chaque année par dizaines. La consommation de drogue qui accompagne ces narcotrafics est dramatique. Elle touche un public de plus en plus large avec des produits sans cesse renouvelés et sans cesse plus dangereux. Avec un risque mortel pas simplement pour les consommateurs mais aussi pour la France. Un pays dont la population, et particulièrement la jeunesse, est transformée en zombies, n'a pas d'avenir.

La rupture de transmission

Ce qui relie toutes ces fractures, c'est une rupture de transmission. Les associations de médiation rencontrées en Charente attireraient mon attention sur l'essentiel : si tant de jeunes n'hésitent plus à frapper, voire à tirer, qui les a éduqués, sinon la rue ? Qui leur a dit : tu ne tueras pas, tu ne voleras pas, tu ne t'en prendras ni au bien commun ni au bien d'autrui ? Transmission des valeurs, mais aussi transmission des savoirs, quand l'école n'a plus les moyens d'apprendre à lire correctement à un élève sur cinq, et transmission d'un projet collectif, quand une génération hérite de la dette sans hériter du récit qui lui donnerait un sens. Rompre la transmission, c'est ne pas seulement perdre le passé : c'est perdre la capacité de bâtir l'avenir.

Déclin de l'éducation

Les chiffres y sont sidérants. Neuvième mondiale au classement PISA en mathématiques en 2000, la France est 26^e aujourd'hui, et nous décrochons dans la recherche, passés en vingt-cinq ans de la 5^e à la 10^e place, dépassés par le Brésil et même par l'Iran. Le métier d'enseignant a été dévalorisé par des salaires trop faibles. La suppression de la formation initiale a jeté de jeunes professeurs devant les classes sans préparation, sommés d'être tour à tour assistant social, médiateur et tribunal de proximité. Certes, 95 % des élèves ont le baccalauréat, contre 79 % en 2000. Mais la quantité masque la baisse de qualité, avec plus de 50 % d'échec en première année d'université. Et pendant

ce temps, les entreprises cherchent en vain des soudeurs, des électriciens, des chaudronniers, alors que la formation professionnelle engloutit l'argent en vain, parfois au profit de sociétés qui prétendent former des électriciens par visioconférence. Comment recruterons-nous les 100 000 personnes qu'exigeront nos nouvelles centrales nucléaires si le niveau s'effondre ?

Déclin de la santé

Premier système de santé au monde au classement de l'OMS en 2000, nous ne figurons plus parmi les meilleurs selon l'OCDE. Six millions de Français n'ont plus de médecin traitant, et les délais pour voir un spécialiste ou effectuer un examen se sont tellement allongés qu'ils créent une rupture d'accès aux soins : chaque semaine, je rencontre des femmes et des hommes qui vivent la boule au ventre dans l'attente, parfois six mois, d'un examen, ce temps perdu pour diagnostiquer étant du temps perdu pour soigner. Dans les hôpitaux, de Lille à Mamoudzou, j'ai croisé des soignants d'un dévouement exceptionnel mais à bout de nerfs.

L'hôpital comme la médecine de ville craquent. Ils craquent faute d'avoir adapté le nombre de soignants à la démographie, mais aussi parce que nous avons suradministré la santé : chaque soignant passe désormais plus de 35 % de son temps devant un écran. Le numérique, qui aurait dû simplifier, a en réalité compliqué, en multipliant les agences et leurs demandes de remontées. Notre pays se transforme

en caricature, deux personnes qui creusent au fond du trou et cinq autour pour commander, contrôler et ralentir. En attendant, c'est le pays lui-même qui se retrouve au fond du trou.

Et cette dégradation pèse d'abord sur les plus modestes, qui n'ont ni les réseaux ni les moyens du privé. De la personne handicapée qui ne peut prendre les transports faute d'aménagement, à l'habitant de la Lozère, des Hautes-Alpes ou de l'Allier qui fait 25 kilomètres pour une boulangerie, en passant par ces familles de Bondy, en Seine-Saint-Denis, auxquelles j'ai rendu visite avec la Croix-Rouge et qui ne disposent pas de cinq euros par jour pour manger, ma mémoire est pleine de visages de Français qui pensent que leur pays les a abandonnés. La France à deux vitesses n'est pas un slogan : c'est un quotidien.

Déclin de notre rayonnement

Un pays fracturé au-dedans perd de son influence au-dehors. Première ex aequo avec les États-Unis pour le soft power en 2000, la France n'est plus qu'au 6^e rang, dépassée par la Chine, le Japon, l'Allemagne, le Royaume-Uni. Nous avons raté le virage du numérique : aucune des grandes plateformes qui façonnent les imaginaires n'est française, si bien qu'il revient aux Américains de faire la promotion de Paris, grâce à Emily. Et nos crises sociales ont exporté l'image d'un pays au bord de la révolution. Encore faut-il les distinguer : les gilets jaunes portaient la colère légitime d'une France des ronds-points qui ne se sentait

plus représentée ; les émeutes urbaines, elles, disaient une rupture du lien avec la République elle-même. Les deux ne se confondent pas, mais elles disent une même chose : la distance entre le pays réel et ceux qui le gouvernement est devenue insupportable.

Cette perte d'influence est aussi politique et militaire. Nos revers politiques au Sahel, jusqu'au choix de ne pas intervenir pour sauver le président Bazoum, démocratiquement élu et demandeur, ont fait juger la France comme un partenaire qui n'est plus sûr. Là où nous partons, la Russie prend la place, avec l'objectif à peine voilé de pousser des millions de migrants sur les routes de l'Europe pour fragiliser nos sociétés. Notre armée, elle aussi, a été mise à rude épreuve : en vingt-cinq ans, nous sommes passés de 300 000 à 200 000 soldats, de 1 200 à 220 chars, de 540 à 230 avions de chasse. Depuis 2022, l'effort de remontée en puissance a repris, et c'est nécessaire, mais le chemin reste long. Dans un monde où la force brute fait son retour, cet affaiblissement est hautement préoccupant.

Déclin de nos finances publiques

Le plus grave, peut-être, est le déclin de nos finances. On pourrait croire que la baisse du niveau de service public aurait permis d'économiser : c'est l'inverse. Le déficit de l'État est passé de 1,8 % du PIB en 2000 à 5,4 % en 2025, et la dette de 800 milliards à 3 500 milliards. Les Français ne s'en rendent pas compte, mais nous empruntons chaque jour l'équivalent d'un milliard d'euros, et la charge des intérêts

est en passe de devenir la première dépense de l'État, devant l'éducation et la défense. C'est de l'argent que nous devons à nos créanciers plutôt que de l'investir dans l'avenir de nos enfants. Cette gigantesque pyramide de Ponzi ne tient que tant que d'autres veulent bien nous prêter. Le jour où la confiance s'éteindra, la France passera sous la tutelle du Fonds monétaire international, de la Commission et de la Banque centrale.

On pourrait poursuivre longtemps cette liste. Mais les chiffres ne racontent pas tout. Ce que j'ai vu dans cent et un départements, c'est que derrière chaque déclin il y a des visages : la femme de Lozère qui fait quarante kilomètres pour un médecin, le retraité de l'Orne qui attend six mois une consultation. Et pourtant, partout où je suis allé, j'ai aussi vu des gens qui résistaient, qui refusaient de se résigner, qui inventaient des solutions sans attendre Paris. C'est cela qui m'a convaincu que c'était encore possible.

Nous regardons la France tomber. Mais le déclin n'est pas une fatalité. L'histoire de France est celle d'un pays qui a frôlé la faillite plusieurs fois, et qui s'est chaque fois relevé. Plus fort. La question n'est donc pas de savoir si c'est possible : c'est de savoir si nous en avons la volonté, face à un choix devenu binaire : refonder notre modèle ou périr.

Refonder ou périr

Ce que périr veut dire

Employer les grands mots est toujours risqué. D'aucuns répondront que, si comme l'écrivait Paul Valéry « nous savons que les civilisations sont mortelles », les pays eux ne peuvent pas mourir. La France restera la France.

En réalité, rien n'est moins sûr.

Si la France poursuit son déclin, dans 10 ans elle ne ressemblera plus à ce que nous connaissons. Un système de santé qui continue à se dégrader, c'est des personnes qui mourront faute d'accès aux soins. Le système éducatif continuera à se détériorer reportant sur l'école publique tous les problèmes de la société. Ceux qui en auront encore les moyens financiers privilégieront l'école privée avant que leurs enfants ne partent étudier puis travailler à l'étranger.

La baisse du niveau de qualification de ceux qui resteront, conjuguée aux problèmes de santé qui ne seront plus traités, conduira l'économie française vers des productions de masse à faible valeur ajoutée. Nous verrons revenir ce qui est parti en Asie du Sud dans les années 1990 et ce ne sera pas une bonne nouvelle. Nous deviendrons progressivement une économie du tiers monde. Nous ne produirons plus ni Airbus ni TGV mais des T-Shirts à 2 euros. Ils ne suffiront pas à alimenter la croissance.

La richesse nationale stagnera en même temps que les salaires.

Rapidement notre système de sécurité sociale implosera faute de financement suffisant. Les pensions de retraite ou d'invalidité diminueront, les soins ne seront plus remboursés, les allocations familiales, logement, les aides à la petite enfance ou à l'enfance disparaîtront. Le pouvoir d'achat des ménages diminuera de manière catastrophique. Il faudra à nouveau épargner 10 ans pour se payer un frigo, une télé, un lave-linge. Posséder une voiture deviendra un luxe inabordable pour une majorité de Français.

Face à la paupérisation de la société, les violences exploseront. Celles des émeutes de personnes se révoltant contre la suppression de leurs droits acquis. Celles surtout de ceux qui comprendront que, faute de travail, il faudra voler pour manger. Rapidement les forces de l'ordre seront dépassées. Une fois de plus l'argent permettra à ceux qui en ont de se payer une sécurité privée dans des lotissements qui seront protégés derrière de hauts murs avec barbelés et miradors comme il en fleurit dans beaucoup de pays d'Afrique ou d'Amérique du Sud. Quelques îlots de richesse rappelleront ce qu'était la France d'hier tandis que la grande masse s'enfoncera dans le chaos.

La France telle que nous la connaissons aujourd'hui aura péri. Elle aura perdu sa liberté, la maîtrise de son destin. Elle deviendra la proie de ceux qui voudront bien encore racheter ce qui sera vendable.

Ce scénario de lente agonie pourrait même être dépassé par quelque chose de plus brutal : une crise financière suivie d'une crise de la dette souveraine. Les chocs géopolitiques

ne sont jamais sans conséquence sur l'économie mondiale. On perçoit généralement les effets immédiats comme les prix de l'énergie à la suite de l'invasion de l'Ukraine ou de la guerre dans le Golfe persique. On perçoit moins facilement la tectonique des plaques qui opère en souterrain. De nombreux pays affectés par cette guerre pourraient, même devraient, revoir leurs choix d'investissements. Ceux qui auront compris que l'Oncle Sam devenu imprévisible ne viendra peut-être plus assurer leur défense et qu'il faut s'armer soi-même. Ceux qui devront reconstruire ce qui a été détruit. Ceux qui décideront d'investir dans des énergies nouvelles pour ne plus dépendre des caprices des gardiens des détroits.

L'argent du Moyen-Orient ou d'Asie qui se déversait jusqu'à présent sur l'Occident risque bien d'aller ailleurs.

Le coup de massue peut venir de deux façons. Par une réorientation des investissements promis dans les techs américaines, qui fera décroître les rendements attendus et provoquera une crise de liquidité suivie d'une crise des dettes souveraines. Ou par une crise des dettes souveraines directement, par la réduction de l'achat de titres de dette du fait des doutes des acheteurs sur notre capacité à rembourser.

Dans les deux cas, le chaos est au bout du chemin.

S'il y a moins de personnes pour prêter à la France, alors où trouverons-nous le milliard d'euros que nous empruntons chaque jour sur les marchés pour financer nos déficits et rembourser notre dette ?

Il ne faut pas être diplômé de haute finance pour se faire une idée de la suite.

Si l'on ne peut plus rembourser notre dette, nous passons sous la tutelle de ceux qui peuvent nous sauver, le FMI, la Commission européenne, la Banque Centrale Européenne. Ce que l'on appelle la Troïka.

Ce n'est pas de la science-fiction. C'est ce qui s'est passé en Grèce entre 2010 et 2015.

La Troïka impose alors argent contre réformes. Et les réformes qu'elle impose sont d'une brutalité sans précédent : baisses des salaires des fonctionnaires de 30 %, coupes de 40 % sur les pensions de retraite, passage de l'âge légal à 67 ans, libéralisation forcée de secteurs entiers de l'économie, privatisations massives, jusqu'à la vente de ports, d'aéroports et d'entreprises publiques à des capitaux étrangers, au prix de la perte de contrôle sur des infrastructures souveraines, hausse de la TVA et de l'impôt sur le revenu. La Grèce a supporté ce régime. La France ne le supporterait pas.

J'ai croisé quelques grands patrons qui pensaient que la France était irréformable et que ce qui pouvait lui arriver de « moins pire » était justement que ces réformes soient faites sous la contrainte de la Troïka. Ils se trompent, et leur erreur est dangereuse. La France n'est pas la Grèce. Jamais les Français n'accepteront une baisse de 40 % de leurs salaires et de leurs pensions sous dictée extérieure. La France est un pays révolutionnaire. Ce que la Troïka imposerait ici ne serait pas de la réforme, ce serait de l'émeute. Ce serait la guerre civile. Peut-être même, à terme, la guerre tout court.

Voilà ce que périr veut dire.

Nous devons en être conscients : notre modèle est au bord de l'effondrement. Mais cette prise de conscience peut être salutaire. Sommes-nous condamnés à vivre cet effondrement ? Non. Car tant que la table ne s'est pas effondrée sur nos pieds, il est encore temps de la renverser.

Ce que refonder veut dire

Refonder notre modèle est non seulement possible, c'est notre devoir moral. Et il y a deux bonnes nouvelles : c'est possible, et nous en avons encore les moyens.

L'Histoire nous l'apprend. Dans les 240 dernières années, nous avons changé trois fois de modèle. Chose intéressante : chaque modèle a duré environ 80 ans. Chose inquiétante : le changement d'un modèle à l'autre s'est souvent fait sur les ruines d'une grande catastrophe. Le modèle napoléonien s'est construit sur les ruines de la Révolution. La Troisième République s'est construite sur la défaite de 1870. Le modèle sur lequel nous vivons encore aujourd'hui est issu du programme du Conseil National de la Résistance, mis en place à partir de 1945 sur les ruines de deux guerres mondiales.

Il n'y a donc rien d'étonnant à concevoir que, 80 ans après son invention, le modèle actuel ne soit plus adapté à notre époque. Notre défi est double : inventer un nouveau modèle, et trouver les voies pour que cette refondation s'opère dans la paix, l'ordre et la démocratie, plutôt que sur les ruines d'une grande catastrophe.

Et nous en avons encore les moyens. La France que j'ai parcourue ces dernières années est un pays qui regorge de

talents et de richesses. Malgré la situation critique, elle reste riche. Plus riche que 193 des 200 autres pays dans le monde. Son patrimoine, son épargne, ses infrastructures restent parmi les plus élevés des pays développés.

Ses sols recèlent encore des richesses : le lithium peut faire pour le XXI^e siècle ce que le charbon, le fer et la potasse ont fait pour les précédents. La France continue de former les meilleurs mathématiciens, physiciens, ingénieurs, médecins du monde. À nous de faire en sorte que ce génie serve la France et ne parte pas aux États-Unis ou au Royaume-Uni.

La France a toujours de grandes entreprises leaders mondiaux, Airbus, Veolia, LVMH, Michelin, Thales. On ne le dit pas assez. Mais ce qui me frappe davantage, dans mes cent et un départements, c'est la vitalité de nos PME et de nos ETI. Rani, dans l'arrière-pays niçois, fabrique depuis trois générations d'incroyables luminaires s'exportant sur toute la planète. Philippe Allemand, ébéniste et marqueteur dans le Puy-de-Dôme, réalise les panneaux d'art en bois des plus beaux wagons de l'Orient Express. Matière, dans le Cantal, fabrique des ponts modulaires qui restaurent l'usage des routes en Ukraine. La Brosserie Française, à Beauvais, fabrique les seules brosses à dents encore produites en France. Ces entreprises-là incarnent mieux que n'importe quel grand groupe ce que la France est encore capable de faire quand on la laisse faire.

Et puis la France, c'est aussi la force de cinq cent mille élus locaux, la plupart des conseillers municipaux non

rémunérés, qui donnent de leur temps pour animer leur commune et trouver des solutions à tous les problèmes du quotidien. Leur énergie et leur imagination constituent des leviers incroyables pour l'avenir du pays.

Je voudrais vous donner deux exemples d'expérimentation, issus de ma propre expérience de vingt-cinq années de mandats locaux, qui prouvent que rien n'est jamais perdu.

Le premier est une expérimentation sur les questions de sécurité. Lorsque je suis élu maire de Rixheim en 2008, l'un des quartiers de la ville est en proie à la violence urbaine que connaissent tant de quartiers de France de ce type. Deux mille habitants y vivent dans la peur, les volets fermés, avec des voitures qui brûlent quasiment toutes les nuits. En avril 2009, le centre social et culturel du quartier est partiellement détruit par un incendie volontaire. Le troisième en quinze ans. Arrivé sur les ruines fumantes du bâtiment, je déclare cette nuit-là qu'une nouvelle jurisprudence va s'appliquer dans le quartier : tout ce qui est cassé, tout ce qui est détruit ne sera pas reconstruit, sauf si les coupables se dénoncent et reconstruisent eux-mêmes. Un rapide coup de fil au Procureur de la République pour m'assurer qu'il me suivra me laisse pantois : Monsieur le Maire, vous êtes jeune et naïf. Si vous croyez que ceux qui ont mis le feu vont venir se dénoncer et reconstruire, ça n'arrivera jamais, donc je ne prends aucun risque à vous dire oui.

Il a fallu attendre trois ans avant qu'un matin, une douzaine de jeunes du quartier viennent me voir à la mairie pour avouer que c'était eux les responsables des dégradations :

«C'est bon, Monsieur, on a compris. Comme rien de ce qu'on a cassé n'a été reconstruit, maintenant ce sont nos petits frères et petites sœurs qui n'ont plus de jeux, nos mamans plus de bancs pour s'asseoir dans le parc, et comme il n'y a plus de poubelles, c'est dégueulasse, avec des déchets partout. On est prêts à reconstruire». J'ai rappelé le Procureur de la République et sa promesse faite trois années auparavant, et les engagements ont été tenus.

Les jeunes sont allés se dénoncer chez les gendarmes et ont été condamnés à reconstruire le quartier. Un véritable chantier-école leur a permis de forger les poubelles au lycée professionnel, de confectionner de nouveaux bancs et de nouvelles tables, de reconstruire la salle brûlée, de repeindre les murs taggés. C'était il y a quatorze ans, et depuis, le quartier s'est transformé. Fini les voitures brûlées. Les volets se sont rouverts. Les habitants ne vivent plus dans la peur. Les jeunes ont compris, ils ont grandi et transmettent aux suivants, en veillant en plus à faire respecter le fruit de leur travail.

La bataille a été gagnée sur une notion très simple : la responsabilisation. Vous êtes responsable du bien commun. La Nation, c'est comme une famille : si vous cassez ce qu'il y a chez vous, personne ne viendra remplacer, et c'est vous qui devrez travailler pour réparer.

Le second exemple est fondé sur une autre manière de mettre en œuvre les politiques publiques, sans dépenser d'argent. En mars 2008, lorsque je prends les commandes de la ville, Rixheim est au bord de la mise sous tutelle par

la Chambre Régionale des Comptes. Mon prédécesseur avait augmenté les impôts locaux de 60 % en six ans. Les marges de manœuvre étaient nulles. Pourtant, nous voulions mettre en place des activités pour les plus de 60 ans, qui représentaient plus de 25 % de la population et pour lesquels il n'y avait rien. Le centre social nous avait fait une proposition impliquant d'augmenter de presque un million d'euros la subvention municipale. Ce n'était pas possible.

Nous avons eu une idée. Celle de faire appel à des animateurs bénévoles. Nous avons adapté la phrase de Kennedy : ne vous demandez pas simplement ce que votre commune peut faire pour vous, demandez-vous aussi ce que vous pouvez faire pour votre commune. Du jour au lendemain, une centaine de personnes sont venues à la mairie et ont proposé de partager une passion en devenant animateurs bénévoles. Nous avons lancé la Maison de Vie. La ville mettait à disposition des locaux et payait l'assurance. Les animateurs réalisaient les activités : marche nordique, taïchi, gym douce, jeux de société, informatique. Rapidement, plus d'une trentaine d'activités se sont mises en place et ont bénéficié gratuitement à près de mille seniors.

Aujourd'hui, la Maison de Vie fonctionne toujours. La situation financière de la ville a été totalement rétablie. Le taux des taxes locales n'a pas été augmenté depuis 18 ans. Une Nation, c'est comme une famille : personne ne peut mettre les pieds sous la table et ne jamais rien faire. Chacun peut et doit contribuer. C'est ainsi qu'on s'en sort.

Ces deux exemples ne sont pas des anecdotes. Ils illustrent ce que ce livre entier veut dire : la responsabilisation et l'engagement de chacun sont les seuls vrais leviers d'une refondation réussie.

Et notre plus grand atout est là : la force mentale des Françaises et des Français. Ces femmes et ces hommes qui, avec passion, accomplissent chaque jour leur mission, parfois dans des conditions exceptionnellement compliquées. Cette force traverse les siècles, de génération en génération. Elle est en nous aujourd'hui.

Tant de fois dans l'Histoire le pays a failli sombrer, et tant de fois il s'est relevé. Il y a 80 ans, le pays sortait ruiné de la Seconde Guerre mondiale, et il s'est relevé. En deux décennies, nous avons reconstruit un appareil industriel. Nous avons lancé des programmes colossaux : le nucléaire civil et militaire, le Concorde, Ariane, Airbus, le TGV. Nous les avons lancés et nous les avons réalisés. Des voix jaillissent du passé et nous disent : « n'abandonnez pas, nous l'avons fait hier, vous pouvez le faire aujourd'hui ».

J'ai parcouru cent et un départements. J'ai été juge, maire, ministre, député. J'ai vu ce qui marche à Rixheim. J'ai vu ce qui marche ailleurs dans le monde. Ce n'est pas de l'arrogance que de dire : je sais où nous en sommes, et je sais où nous pouvons aller. C'est une conviction forgée sur le terrain, pas dans un bureau à Paris.

La fin de l'Histoire n'est donc pas écrite. Le déclin n'est pas irréversible. Refonder ou périr n'est pas une question

de destin, c'est une question de volonté, une question de choix. Et ce choix est dans nos mains.

Nous pouvons nous résigner au déclin et nous coucher en attendant l'effondrement. Ou nous pouvons nous lever, nous prendre par la main et aller vers un nouveau modèle français.

Parce que je ne peux me résigner à voir mon fils et sa génération revivre les mêmes horreurs que mes grands-parents ont vécues au siècle dernier, je ne peux accepter l'effondrement et le chaos qui l'accompagnerait.

Je vous propose donc de nous lever et de prendre ensemble la voie de la Refondation.